



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Sri Lanka

SRI49 – Joseph Pararajasingham
SRI53 – Nadarajah Raviraj
SRI61 – Thiyagarajah Maheswaran
SRI63 – D.M. Dassanayake

Décision adoptée par le Comité des droits de l'homme des parlementaires à sa 146^{ème} session (Genève, 24-27 janvier 2015)

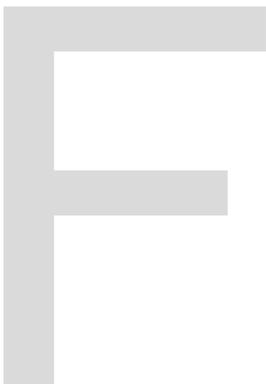
Le Comité,

se référant aux cas des parlementaires susmentionnés qui ont tous été assassinés entre le 24 décembre 2005 et le 8 janvier 2008, et à la résolution adoptée par le Conseil directeur à sa 193^{ème} session (octobre 2013),

tenant compte de la communication du chef du protocole au Parlement datée du 13 mars 2014, à laquelle étaient joints des rapports du quartier général de la police et du Parquet général, ainsi que des informations régulièrement communiquées par les plaignants,

rappelant les éléments ci-après versés au dossier concernant M. Pararajasingham :

- M. Pararajasingham, membre de l'Alliance nationale tamoule (TNA), a été abattu le 24 décembre 2005, pendant la messe de Noël célébrée à la cathédrale St. Mary de Batticaloa, par des hommes armés non identifiés, en présence de quelque 300 personnes; sa femme et sept autres personnes ont été blessées par balles; la cathédrale St. Mary était située dans un quartier très sécurisé, entre deux postes de contrôle de l'armée et, au moment du meurtre, des forces de sécurité supplémentaires étaient en faction, ce qui laisse à penser, selon les plaignants, que les coupables n'ont pu s'échapper qu'avec la complicité des forces de l'ordre;
- les plaignants affirment que M. Pararajasingham a été tué par le gouvernement sri-lankais avec l'aide du Tamil Makkal Viduthalai Pulikal (TMVP connu également sous le nom de groupe Karuna), faction dirigée par M. V. Muralitharan (alias Karuna) qui s'est séparée des Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE) en 2004 parce qu'elle se plaignait que les LTTE donnaient la priorité aux Tamouls du nord au détriment des Tamouls de l'est; le groupe Karuna aurait demandé alors à M. Pararajasingham de se déclarer en faveur de la scission; ce dernier a refusé, ce qui allait en l'encontre des visées du gouvernement, favorable à une division entre Tamouls du nord et Tamouls de l'est; les plaignants affirment que les forces armées sri-lankaises ont lancé en 2006 une vaste campagne pour chasser les LTTE de l'est du pays avec l'aide du groupe Karuna; ils signalent aussi à cet égard que nombre de rapports confirment les allégations de collusion entre l'armée et le groupe Karuna;
- s'agissant des circonstances de l'assassinat de M. Pararajasingham, l'un des plaignants s'est laissé dire que ceux qui l'avaient abattu faisaient partie du groupe Karuna et que leur fourgonnette blanche était partie en direction du camp militaire situé à moins de 1,5 km; le même plaignant affirme que deux des gardes du corps de M. Pararajasingham avaient été envoyés au Ministère de la défense quelques jours



seulement avant le meurtre et avaient été remplacés par deux nouveaux gardes; le plaignant indique que, lors du meurtre, le garde du corps chargé de conduire la voiture n'aurait même pas été sur les lieux, il serait parti après avoir verrouillé la voiture; après le meurtre de M. Pararajasingham, le ou les tueurs sont sortis par l'issue censée être surveillée par l'autre garde du corps; lorsque M. Pararajasingham et sa femme ont été conduits à l'hôpital, on a entendu dans la foule deux paramilitaires confirmer la mort du parlementaire par talkie-walkie;

- selon les autorités, l'un des principaux obstacles à la justice en l'espèce a été la question des témoins puisque le prêtre qui jouait de l'orgue à la messe de Noël n'a pu identifier aucun suspect et que les témoins craignaient de se faire connaître; peu après le meurtre, les proches de M. Pararajasingham ont transmis aux autorités les noms de trois suspects, à savoir : a) Ravi de Kaluthavalai ou Kommathurai, b) Kalai (de l'EPDP, parti politique et organisation paramilitaire progouvernementale) et c) Sitha alias Pradeep, chef du renseignement du groupe Karuna; les autorités ont affirmé avoir fait tout leur possible pour localiser et identifier ces personnes mais n'y avoir pas réussi, n'ayant ni leurs noms complets ni leurs adresses,

rappelant les éléments suivants versés au dossier concernant M. Raviraj :

- M. Raviraj, membre de la TNA, a été abattu dans la matinée du 10 novembre 2006, avec son garde du corps alors qu'ils circulaient dans son véhicule sur une grande artère de Colombo; le tireur s'est enfui à moto;
- les investigations ont révélé que la moto a été vendue par deux intermédiaires du nom de Nalaka Matagaweere et de Ravindra à un certain Arul qui vivait alors chez S.K.T. Jayasuriya; celui-ci a été placé en détention avec Nalaka; Jayasuriya a révélé qu'Arul était un ancien membre des LTTE; Nalaka et Jayasuriya ont été libérés sous caution par la suite, l'enquête ayant révélé qu'ils n'étaient pas à Colombo au moment de l'assassinat de M. Raviraj; des mandats d'arrêt ont été décernés à l'encontre d'Arul et de Ravindra que la police, selon son rapport transmis en avril 2009, soupçonnait fortement d'avoir gagné les zones alors contrôlées par le LTTE;
- une équipe de Scotland Yard est arrivée à Sri Lanka le 4 janvier 2007; elle a prélevé des échantillons du sang trouvé dans le sac abandonné sur les lieux du crime dans lequel avait été cachée et transportée l'arme du crime; sur la base de ces échantillons, Scotland Yard a établi un profil ADN qui a été conservé aux fins de comparaison au cas où les suspects seraient arrêtés;
- depuis la défaite des LTTE en mai 2009, le Département des enquêtes criminelles (CID) tente de retrouver la trace d'Arul et de Ravindra parmi les réfugiés du nord et a même contrôlé l'identité de 300 000 personnes déplacées, mais en vain; selon les autorités, un rapport a été adressé au Procureur général, avec une demande d'instructions pour la suite de l'enquête, et la lecture de rapports d'organisations non gouvernementales, notamment d'*University Teachers for Human Rights* (UTHR), n'a livré aucune information utile sur le meurtre; les plaignants soulignent que le rapport d'UTHR concluait à la responsabilité de l'Etat au vu des circonstances du meurtre et supposait que M. Raviraj avait été tué dans le but immédiat de réduire au silence la commission civique de contrôle qu'il avait mise en

place et dont les rapports sur les enlèvements, assassinats et extorsions avaient suscité une émotion considérable;

- les autorités ont indiqué en mars 2014 que le CID avait enregistré les déclarations de membres de la famille de deux des suspects dans les diverses divisions administratives des régions de Kotahena et d'Aluthkade entre juillet 2013 et février 2014 pour retrouver leurs traces mais que jusqu'alors il n'avait pas récolté d'information utile; que le CID poursuivait son enquête pour retrouver les deux suspects et qu'il était rendu compte régulièrement des progrès de l'enquête au tribunal de première instance,

Rappelant les éléments ci-après versés au dossier concernant M. Maheswaran :

- le plaignant en l'espèce a, dès le début, relevé que M. Maheswaran avait voté contre le budget le 14 décembre 2007 et que, peu après le vote, le nombre des agents de sécurité attachés à sa personne avait été ramené de 18 à deux; M. Maheswaran avait fait publiquement plusieurs déclarations pour expliquer que la réduction de son service de protection mettait sérieusement sa vie en danger et avait déposé des demandes répétées auprès du gouvernement pour qu'il renforce ce service, mais en vain; le 1^{er} janvier 2008, des coups de feu ont été tirés sur lui alors qu'il assistait à une cérémonie religieuse dans un temple hindou de Colombo et il est décédé plus tard dans un hôpital de la ville; le plaignant a indiqué que l'attentat s'était produit alors que M. Maheswaran venait de déclarer dans un entretien télévisé que, lorsque la session parlementaire reprendrait le 8 janvier 2008, il décrirait en détail la terreur que le gouvernement faisait régner à Jaffna, en particulier à coup d'enlèvements et d'assassinats;
- les autorités ont arrêté Johnson Collin Valentino alias Wasantha, de Jaffna, identifié comme étant le tireur d'après des analyses ADN; les enquêteurs ont pu conclure que l'assaillant était un militant des LTTE formé et envoyé à Colombo pour tuer M. Maheswaran; M. Valentino, qui a avoué le crime, en a été reconnu coupable le 27 août 2012 et condamné à mort,

rappelant les éléments ci-après versés au dossier concernant M. D.M. Dassanayake :

- M. D.M. Dassanayake a été tué le 8 janvier 2008, avec un garde du corps, par l'explosion d'une mine Claymore sur la route qu'il empruntait pour se rendre au parlement; l'arrestation d'un suspect clé des LTTE opérant à Colombo a conduit à celle d'autres suspects dont les révélations ont permis de retrouver le dispositif de mise à feu qui avait déclenché à distance l'explosion dans laquelle M. Dassanayake a été tué;
- Selon les rapports du quartier général de la police et du Parquet général transmis par le chef du protocole au Parlement le 21 juin 2013, l'un des suspects, M. W. Don Hyzin Fernando, avait plaidé coupable et avait été condamné le 1^{er} août 2011 à deux ans de réclusion criminelle, un sursis probatoire de dix ans et à une amende de 30 000 roupies; selon les informations communiquées par les autorités en 2014, deux autres suspects, MM. Sunderam Sathisha Kumaran et Kulathunga Hettiarachchige Malcom Tyrone, ont été inculpés devant la *High Court* de Negombo dans l'affaire N° 136/2012; parmi les neuf chefs d'accusation figuraient l'association de malfaiteurs en vue de commettre un meurtre et la complicité de meurtre; les procès se sont ouverts le 16 septembre 2013 et étaient en cours,

considérant que suite à des résolutions adoptées en 2012 et 2013, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté le 27 mars 2014 une résolution intitulée « Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités à Sri Lanka » dans laquelle il prie le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : a) de surveiller la situation des droits de l'homme à Sri Lanka et de continuer d'évaluer les progrès accomplis concernant les processus nationaux pertinents; b) d'entreprendre une enquête approfondie sur les allégations de violations et d'atteintes graves aux droits de l'homme et sur les crimes connexes commis par les deux parties à Sri Lanka pendant la période couverte par la Commission des enseignements et de la réconciliation (2002-2009) et d'établir les faits et les circonstances de ces violations présumées et des crimes commis, de manière à éviter l'impunité et à garantir l'obligation de rendre des comptes, avec le concours des experts et des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales concernés; *considérant* que les résultats de l'enquête, à laquelle les autorités sri-lankaises ont refusé de coopérer, seront officiellement présentés au Conseil des droits de l'homme de l'ONU le 25 mars 2015, qui en discutera,

considérant que des élections présidentielles ont eu lieu à Sri Lanka le 8 janvier 2015 et qu'un nouveau gouvernement est entré en fonction le 12 janvier 2015; *considérant* que l'un des plaignants dans le cas de M. Pararajasingham a appris que le gouvernement entendait prendre des mesures sérieuses pour traduire en justice les responsables de ce meurtre,

1. *est profondément préoccupé* de ce que les responsables des meurtres de M. Pararajasingham et de M. Raviraj, dans lesquels les plaignants ont évoqué dès le début l'implication possible de forces paramilitaires, n'aient toujours pas été traduits en justice; *considère* que ce regrettable état de choses, neuf et huit ans respectivement après que les crimes ont été commis, devrait inciter le nouveau gouvernement de Sri Lanka à tout mettre en œuvre pour trouver de nouvelles preuves et réexaminer attentivement les pistes existantes et les informations déjà à disposition;
2. *espère donc sincèrement* que les nouvelles autorités s'emploieront à élucider ces crimes, notamment en contrôlant l'allégation selon laquelle l'armée sri lankaise a joué un rôle dans le meurtre, avec l'aide du groupe Karuna et d'autres;
3. *considère* à cet égard que les autorités sri-lankaises ont beaucoup à gagner en coopérant avec la communauté internationale et en profitant de ses compétences et de ses conseils pour faire toute la lumière sur ces crimes; *engage* donc les autorités à travailler en liaison étroite avec l'équipe d'enquêteurs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour Sri Lanka et à donner suite aux recommandations que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU pourra adopter au terme de ses travaux;
4. *demeure convaincu* que, pour que la justice suive son cours, il est essentiel que les témoins puissent se faire connaître sans craindre de représailles; *compte* que le gouvernement sri-lankais donnera la priorité à l'établissement d'un programme efficace de protection des témoins, à Sri Lanka et à l'étranger, et le parachèvera en consultation avec toutes les parties intéressées, y compris les organisations de la société civile,

5. *réitère son souhait* de recevoir copie du jugement rendu contre la personne reconnue coupable du meurtre de M. Maheswaran, afin de savoir en particulier s'il prend en compte le moment choisi pour ce meurtre et la réduction du service de protection de M. Maheswaran;
6. *souhaite aussi* recevoir copie du jugement rendu contre la personne reconnue coupable du meurtre de M. Dassanayake; *compte* que le procès des deux autres suspects s'est achevé ou est près de se clore; *souhaite recevoir* des informations détaillées sur ce point, notamment par le biais d'une copie des décisions du tribunal ou des actes d'accusation;
7. *prie* le Secrétaire général de porter cette décision et la demande d'informations à l'attention des autorités compétentes, du plaignant et de toute tierce partie susceptible de fournir des renseignements pertinents;
8. *décide* de poursuivre l'examen de ce cas.